

添付資料3

プログレスレポート(1)

協議議事録 (M/M)

Minutes of Meeting
on
Progress Report (1)
for
The Study
on
The Reorganization of the Reproduction of Rice in Senegal

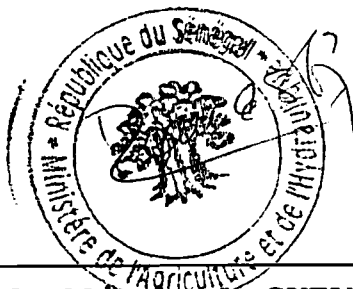
Dakar, 21st February 2005



Mr. Mame Ndiobo DIENE
Director, Department of Analysis,
Prediction, and Statistics (DAPS)
Ministry of Agriculture and Hydraulic
SENEGAL

Mr. Masayuki KOYAMA
Team Leader
Study Team
Japan International Cooperation Agency
JAPAN

Witnessed by



Mrs. Maimouna Lo GUEYE
Technical Adviser No.1,
Ministry of Agriculture and Hydraulic
SENEGAL

In accordance with the Scope of Work (hereinafter referred as “the S/W”) for the Study on the Reorganization of the Production of Rice in Senegal (the Study), the Study Team officially submitted thirty (30) copies of Progress Report (1) to Department of Analysis, Prediction, and Statistics (DAPS) of Ministry of Agriculture and Hydraulic (MAH) at the completion of the First Field Work in Senegal. In response to the request by Mrs. Maimouna Lo GUEYE, Technical Adviser for MAH, Mr. Masayuki KOYAMA, Leader of the JICA Study Team, explained the contents of Progress Report (1) to the Steering Committee on 21st February 2005. The participants of the meeting are listed as per ANNEX.

All the participants of the meeting confirmed that Progress Report (1) is prepared in compliance with the conditions set forth in the S/W and agreed to commence the Study in accordance with the methodology and schedule stipulated in Inception Report. The following issues were discussed and agreed upon in the meeting.

(1) The major issues pointed out by the JICA Study Team, namely improvement of rice quality, enhancement of profitability of rice production and development of market channels, have been addressed by the Senegalese government for last years. Many stakeholders are working for the rice sector of Senegal. To solve these issues, not only technical measures but also the coordination among the stakeholders is required.

(2) The double cropping of rice will be effective to increase paddy production and develop the market channels as a result of mitigation of seasonal fluctuation in rice supply to the market. However, support system has to be rationalized. Timely provision of farm-machinery services and farm inputs delivery are mainly concerned.

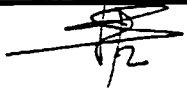
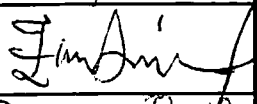
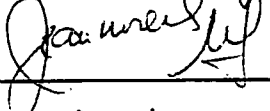
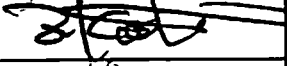

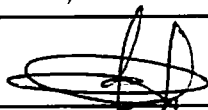




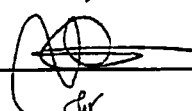


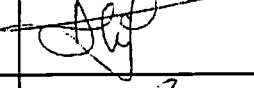
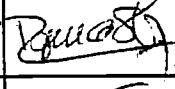

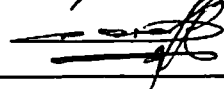
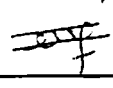
(3) While the rice market was under the government control, significant institutional supports were provided to rice producers. After the liberalization in 1996, rice production is no longer profitable business. Therefore, the government still subsidizes the producers. CNCAS stated to the meeting that there is little room to provide further supports in the agricultural credit. Further in-depth study is required for improvement of credit operations for rice producers and private operators.

(4) Better coordination is required among the stakeholder agencies concerned being aware of extreme importance of this Study. All the participants agreed to keep the close contact in the coming phases of the Study for successful performance in their mission.

Liste de Présence à la Réunion de Présentation du Rapport d'Avancement (1)

Date : le 21 février 2005

Lieu : DAPS

	Prénom et Nom	Service	Emargement
1	Mohamed N'Baye	DAPS DRDR Fatick	
2	Salif Mbengue	CNCRAS Dakar	
3	Jean MOREIRA	SAED St-Louis	
4	Zetsugaku KURITA	JICA Study Team	
5	Falilou FAYE	DRDR Natam	
6	Cheikh Thioune	DAPS	
7	Mayumi ANDO	JICA Dakar	
8	Teruhisa AOKI	JICA Study Team	
9	Seynabou TOURE LAYE	DAPS	
10	Masayuki KOYAMA	JICA Study Team	
11	Mamadou Wane	DAPS	
12	Harouna SOUMARE	DAPS	
13	Foko Ndoye	SOBAGRI	
14	Mame Madjiguene Diop	DRDR / SL	
15	Maimouna Lo Guéye	CTA / ITAH	
16	Gérard AZOULAY	CT Direct Daps ITAH	
17	Dr. Sara Anne	CTA Sadagri-DR	
18	Sokhna Mbaye Diop	DAPS	
19			
20			

Liste de Présence à la Réunion de Présentation du Rapport d'Avancement (1)

Date : le 21 février 2005

Lieu : DAPS

	Prénom et Nom	Service	Emargement
1	Mohamed Ndiaye	DAPS DRDR Fat'ick	Signature
2	Salif Mbengue	CNCAS Dakar	Signature
3	Jean MOREIRA	SAED St-Louis	Signature
4	Zensugaku KURITA	JICA Study Team	Signature
5	Fahilou FAYE	DRDR Natam	Signature
6	Cheikh Thiou	DAPS	Signature
7	Mayumi ANDO	JICA Dakar	Signature
8	Teruhisa AOKI	JICA Study Team	Signature
9	Seynabou TOWRE LAYE	DAPS	Signature
10	Masayuki KOYAMA	JICA Study Team	Signature
11	Mamadou Wane	DAPS	Signature
12	Harouna SOUMARE	DAPS	Signature
13	Popo Ndiaye	Sobagri	Signature
14	Mame Madjiguene Diop	DRDR / SL	Signature
15	Maimouna Lo Guéye	CTA / ITAH	Signature
16	Gerard AZOULAY	CT Direct Daps ITAH	Signature
17	Dr. Sara Anne	CTA Sadagri-DR	Signature
18	Sokhna Mbaye Diop	DAPS	Signature
19			
20			

Compte-rendu
du
Rapport d'Avancement (1)
de
l'Etude sur la Réorganisation de la Production du Riz au Sénégal

Dakar, le 21 Février 2005



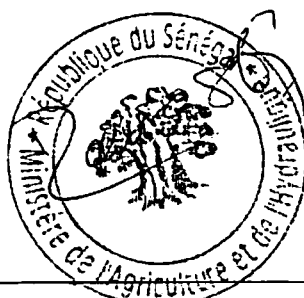
M. Mame Ndiobo DIENE

Directeur de l'Analyse, de la Prévision
et des Statistiques
Ministère de l'Agriculture et
de l'Hydraulique
SENEGAL

M. Masayuki KOYAMA

Chef d'Equipe
Chargé de l'Etude
Agence Japonaise de Coopération
Internationale
JAPON

Sous la Présidence de



Mme. Maimouna Lô GUEYE

Conseiller Technique No.1
Ministère de l'Agriculture et
de l'Hydraulique

Conformément à l'Etendu du Travail (ci-après nommé "le S/W") de l'Étude sur la Réorganisation de la Production du Riz au Sénégal (ci- après nommé l'Étude), la mission japonaise de l'Étude a officiellement remis trente (30) copies du Rapport d'Avancement (1) à la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS) du Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (MAH) à l'achèvement de la première phase de l'Etude au Sénégal.

En réponse à la demande par Mme. Maimouna Lô GUEYE, Conseiller Technique N° 1, représentant le MAH, M. Masayuki KOYAMA, Chef de la mission japonaise de l'Étude de la JICA, a présenté le contenu du Rapport d'Avancement (1) au Comité Directeur le 21 février 2005 (se référer à l'ANNEXE pour la liste des participants).

Tous les participants à la réunion ont accepté que le Rapport d'Avancement (1) a été fait en parfaite conformité avec les termes du S/W et du Rapport de Commencement. Les points suivants ont été soulevés lors des discussions, à l'issue desquelles, elles ont toutes reçu des réponses satisfaisantes.

(1) Les principales questions soulevées par l'Équipe d'Étude de la JICA, notamment celles relatives à l'amélioration de la qualité du riz, de sa rentabilité et au développement des circuits de distribution, demeurent les préoccupations majeures du Gouvernement du Sénégal ces dernières années. Pour résoudre ces questions, le rapport a mis l'accent sur non seulement, les mesures techniques qui doivent être prises, mais aussi sur une bonne coordination des différents acteurs à tous les niveaux de la filière.

(2) La pratique et la généralisation de la double culture pourraient efficacement contribuer à l'augmentation de la production de Paddy et en même temps réduire les fluctuations saisonnières dues à un approvisionnement irrégulier du marché en riz. Cependant, le système d'appui doit être rationalisé et redéfini pour que les prestations de services (façons culturales mécanisées et opérations poste récolte) et la fourniture des intrants agricoles en quantité et en qualité suffisantes soient effectuées à temps.

(3) Durant la période où le marché du riz était sous le contrôle du gouvernement, des appuis institutionnels significatifs avaient été fournis aux producteurs de riz. La production de riz est devenue moins rentable depuis la libéralisation en 1996. Ce qui a emmené l'Etat à poursuivre la subvention de l'activité de production. Le représentant de la CNCAS a insisté sur les efforts déjà considérables consentis dans l'assouplissement de l'octroi du crédit aux producteurs. Cependant, poursuit-il, plus d'appui en particulier aux prestataires de services, serait souhaitable pour améliorer les conditions de production.

(4) Conscients de l'extrême importance de cette étude, tous les participants ont reconnu qu'une meilleure coordination entre les structures impliquées dans la riziculture est plus que nécessaire. Les participants se sont engagés à poursuivre la coordination et la concertation dans les phases ultérieures de l'Étude et les dispositions seront prises dans ce sens pour que l'Étude soit couronné de succès.

Liste des participantsLa partie sénégalaise**Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (MAH)**

Mme. Maimouna Lô GUEYE Conseiller Technique No.1

Direction de l'analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), MAH

M. Harouna SOUMARE Chef de la Division de l'Analyse et de la Prévision
 M. Mamadou WANE Chef de la Division des Statistiques Agricoles
 M. Cheikh THIOUNE Division des Négociation Commerciales Internationales et de l'intégration Point Focal de l'Etude.
 Mme Sokhna M'baye DIOP Division des Statistiques Agricoles Chargée des opérations, post-récolte, de la transformation et du machinisme agricole
 Mme Seynabou TOURE LAYE Division des Négociation Commerciales Internationales et de l'intégration, Chargé du transfert de technologie et de la vulgarisation
 M. Gérard AZOULAY Conseiller Technique

Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallée du Fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)

M. Jean MOREIRA Chef de la Division de l'Assistance à la Production

Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI)

M. Sara ANNE Directeur Adjoint, conseiller technique en agronomie
 M. Papa NDIAYE Responsable de la communication

Direction Régionale du Développement Rural (DRDR)

Mame Madjiguène DIOP Région de Saint Louis
 M. Falilou FAYE Région de Matam
 M. Mohamed MBAYE Région de Fatick

Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (DRDR)

M. Salif MBENGUE Siège, Dakar

Partie Japannaise:**L'Equipe d'Etude**

M. Masayuki KOYAMA Chef d'Equipe, Distribution, Développement Agricole Régional
 M. Zetsugaku KURITA Expert en Statistiques Agricoles
 M. Teruhisa AOKI Expert en Transfert de Technologie et Opérations Post-récoltes

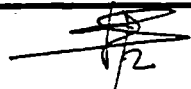
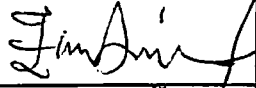
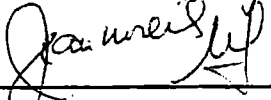
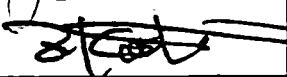



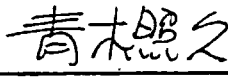
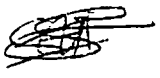
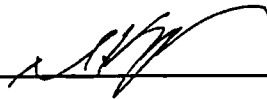
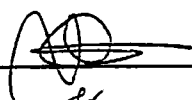


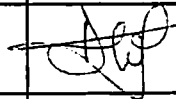
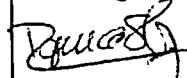

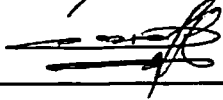
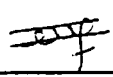
Bureau de la JICA Senegal

Mme. Mayumi ANDO Chargée de l'Etude

Liste de Présence à la Réunion de Présentation du Rapport d'Avancement (1)

Date : le 21 février 2005

Lieu : DAPS

	Prénom et Nom	Service	Emargement
1	Mohamed Nbraye	DAPS DRDR Fatick	
2	Salif Mbengue	CNCAS Dakar	
3	Jean MOREIRA	SAED St-Louis	
4	Zetsugaku KURITA	JICA Study Team	
5	Fahilou FAYE	DRDR Natam	
6	Cheikh Thioulo	DAPS	
7	Mayumi ANDO	JICA Dakar	
8	Teruhisa AOKI	JICA Study Team	
9	Seynabou TOURE LAYE	DAPS	
10	Masayuki KOYAMA	JICA Study Team	
11	Mamadou Wane	DAPS	
12	Harouna SOUMARE	DAPS	
13	Robo Ndiaye	Sobagri	
14	Mame Madjiguene Scop	DRDR / SL	
15	Maimouna Lo Guiege	CTA / ITAH	
16	Gerard AZOULAY	CT Direct Daps ITAH	
17	Dr. Sara Anne	CTA Sobagri-DR	
18	Sokhna Mbaye Scop	DAPS	
19			
20			

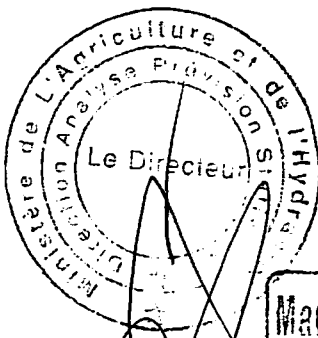
添付資料4

インテリムレポート

協議議事録 (M/M)

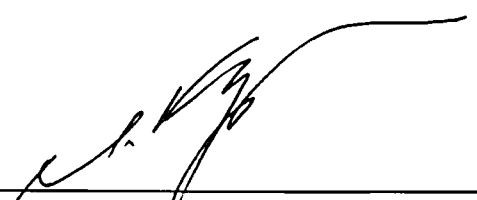
Minutes of Meeting
on
Interim Report
for
The Study
on
The Reorganization of the Reproduction of Rice in Senegal

Dakar, 14th November 2005



Mame Ndiobo DIENE

Dr. Mame Ndiobo DIENE
Director, Department of Analysis,
Prediction, and Statistics (DAPS)
Ministry of Agriculture and Hydraulic
SENEGAL



Mr. Masayuki KOYAMA
Team Leader
Study Team
Japan International Cooperation Agency
JAPAN

In accordance with the Scope of Work for the Study on the Reorganization of the Production of Rice in Senegal (hereinafter referred as “the Study”), the JICA Study Team officially submitted thirty (30) copies of Interim Report to Department of Analysis, Prediction, and Statistics (DAPS) of Ministry of Agriculture and Hydraulic (MAH) at the completion of the First Field Work in Senegal. In response to the request by Mr. Cheikh THIOUNE, Chief Counterpart of DAPS for the Study, Mr. Masayuki KOYAMA, Leader of the JICA Study Team, explained the contents of Interim Report to the Steering Committee on 14th November 2005. The participants of the meeting are listed as per ANNEX.

All the participants of the meeting confirmed that Interim Report is prepared in compliance with the conditions set forth in the S/W and in accordance with the methodology and schedule stipulated in Inception Report. The followings are major issues discussed in the meeting.

(1) SAED stated that the proposed development target, namely supply frame of 400,000 tons of local rice in 2015, seems to be lower in comparison to the government’s global target. SAED also mentioned that local rice supply in 2015 should meet the entire rice demand of 1,000,000 tons if the double cropping of rice would be practiced in the whole existing irrigation area of 88,000 ha in the Senegal river basin. The JICA Study Team explained that careful discussion is required on this issue to make the Master Plan more realistic since enormous efforts would be required to realize even 400,000 tons of local rice supply by 2015.

(2) SAED requested to the JICA Study Team to estimate the fund requirement and sources to achieve the development target, which will be required for them to stipulate in their proposals to be submitted to the government.

(3) SAED also requested to the JICA Study Team to utilize more data and information of the irrigation facilities by keeping the close coordination with SAED. In addition, SAED requested to focus not only on PIV but also on GA in their rehabilitation programs. The JICA Study Team explained that PIV in Podor and Matam face various technical constraints and insufficient performance in project management resulting in higher abandoned rates in comparison with GA, and that PIV need urgent intervention of supports.

(4) SODAGRI stated that the Anambe irrigation project with 4,600 ha will be able to contribute more to local rice production since its extension of 500 ha is being implemented and will be completed by 2006. The JICA Study Team commented that this information will be taken into account in supply projection of rice.

(5) DRDR Fatick explained high performance of Technology Transfer Program 3 on

Seed Multiplication by Women Groups, in which the Minister for Agriculture and Hydraulic appreciated development potentials of rainfed rice farming in Fatick during his official visit on 21st September 2005.

(6) DRDR Kolda appreciated that Master Plan focuses not only on irrigation rice farming but also rainfed rice farming in Kolda from viewpoint of regional food security. The JICA Study Team stated that further study on both rainfed rice farming improvement and seed multiplication programs will be continued paying more attention to local conditions of Kolda as well as Fatick.

(7) DRDR Matam pointed out that substantial portions of rice produced in Matam are exported to Mauritania and it is important to take into account the exported amount in demand and supply balance analysis. DAPS explained that rice trade between Senegal and neighboring countries such as Mauritanie, Guinée Bissau, Guinée Conakry and Mali will be substantial but market information is too limited to analyze the current and future conditions under the Study even though every efforts will be directed to verify them.

(8) ARM requested to the JICA Study Team to keep contact with Ministry of Commerce to formulate and optimize programs to be proposed under the Master Plan especially for rice quality and market information. ARM also requested to analyze future prospect of the international rice market.

(9) ITA suggested to the JICA Study Team to review all the existing and on-going studies on the rice sector. ITA agreed to provide the survey results on consumers' preference financed by the World Bank, in which 1,600 respondents were obtained.

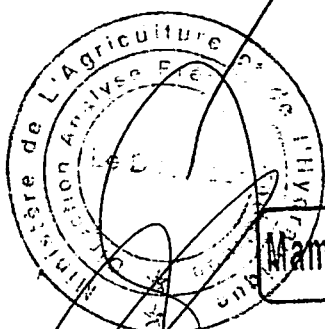
(10) ANCAR suggested to the JICA Study Team to organize one-day workshop for in-depth discussion on all the programs and projects proposed under the Master Plan. The JICA Study Team replied that all the stakeholders will be invited to the workshop to be held in October 2006 at the end of the Study, in which overall discussion will be made.

(11) FNPRS commented that careful analysis will be required to utilize MEC as financial sources of agricultural credit because of their high interest. DAPS replied that future collaboration is required between CNCAS and MEC.

At the end of the Steering Committee Meeting, Mr. Cheikh THIOUNE confirmed with all the Steering Committee member agencies and observer agencies to submit official comments within 15 days.

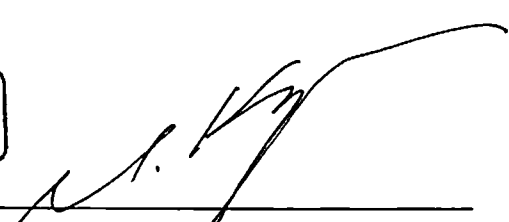
Procès-verbal de la Réunion
sur
le Rapport intermédiaire
de
L'Etude
sur
la Réorganisation de la Production du Riz au Sénégal

Dakar, le 14 novembre 2005



Mame Ndiobo DIENE

M. Mame Ndiobo DIENE
Directeur, de la Direction de l'Analyse,
de la Prévision et des Statistiques (DAPS)
DAPS, Ministère de l'Agriculture et de
l'Hydraulique
SENEGAL



M. Masayuki KOYAMA
Chef d'équipe
de la Mission d'Etude
L'agence japonaise de coopération
internationale
JAPON

Conformément au champ d'activités de l'Etude sur la Réorganisation de la Production de Riz au Sénégal, (ci-après désignée "l'Etude"), la Mission d'Etude de la JICA a officiellement remis trente (30) copies du Rapport Intermédiaire à la Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques (DAPS) du Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (MAH). En réponse à la requête formulée par M. Cheikh THIOUNE, Point Focal de l'Etude, M. Masayuki KOYAMA, Chef de la Mission d'Etude, a présenté le Rapport Intermédiaire au Comité de Pilotage le 14 novembre 2005. La liste des participants à cette rencontre est jointe en ANNEXE.

Les participants à cette rencontre ont souligné que le Rapport Intermédiaire a été préparé conformément aux conditions définies dans le champ d'activités et suivant la méthodologie et le calendrier définis dans le Rapport de commencement. Vous trouverez ci-dessous les principales questions qui ont été abordées au cours de la réunion.

(1) La SAED, à la suite de l'ARM, a indiqué que l'objectif de production de 400 000 tonnes de riz local en 2015, mentionné dans le rapport est inférieur à l'objectif global du Gouvernement du Sénégal. La SAED a aussi souligné qu'à l'horizon 2015, l'offre de riz local devrait couvrir la demande de 1.000.000 tonnes, si la double culture de riz se pratiquait sur l'ensemble des 88.000 ha de surfaces aménagées de la vallée du fleuve Sénégal. La Mission d'Etude de la JICA a expliqué que des discussions approfondies doivent être menée à ce sujet. En attendant, le Plan Directeur proposé par l'Etude se veut être réaliste, parce que rien que pour atteindre une production annuelle de 400 000 tonnes de riz local à l'horizon 2015, d'énormes efforts devront être fournies.

(2) La SAED a demandé à la Mission d'Etude de la JICA d'estimer les fonds nécessaires et de préciser les sources de financement pour atteindre les objectifs de développement qui seront soumis au Gouvernement.

(3) La SAED a aussi suggéré à la Mission d'Etude de la JICA de se rapprocher de ses services compétents pour disposer des données et informations relatives aux installations hydroagricoles. En outre, la SAED a demandé qu'en plus des PIV, les GA soient inclus dans les programmes de réhabilitation. La Mission d'Etude de la JICA a expliqué que les PIV de Podor et de Matam font face à de nombreuses contraintes techniques et de gestion, ce qui a engendré un taux élevé d'abandon par rapport aux GA. C'est la raison pour laquelle, l'urgence d'être assistés se fait plus sentir au niveau des PIV.

(4) La SODAGRI a déclaré que les 4 200 ha et les 800 autres ha qui seront aménagés dans le bassin de l'Anambé en 2006 doivent être mis en contribution pour la réalisation de l'objectif de production à l'horizon 2015. La Mission d'Etude de la JICA a indiqué que cette information

sera prise en compte dans les projections relatives à l'approvisionnement en riz.

(5) La DRDR de Fatick a présenté le Programme 3 de Transfert de Technologies relatif à la multiplication de semences par les groupements féminins. Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique a apprécié les possibilités de développement de la riziculture pluviale de Fatick à l'occasion de sa visite officielle du 21 septembre 2005.

(6) La DRDR de Kolda s'est réjouie du fait que le Plan Directeur ait mis l'accent non seulement sur la riziculture irriguée mais aussi sur la riziculture pluviale pour la réalisation de l'objectif de sécurité alimentaire au niveau régionale. La Mission JICA a déclaré que l'étude sur la riziculture irriguée mais aussi sur la riziculture pluviale pour la réalisation de l'objectif de sécurité alimentaire au niveau régionale. La Mission JICA a déclaré que l'étude sur la riziculture pluviale va se poursuivre de même que les programmes de multiplication de semence et les conditions pédoclimatiques de Kolda et de Fatick seront davantage prises en compte.

(7) La DRDR de Matam a souligné que de grandes quantités de riz produit à Matam sont exportées en Mauritanie et qu'il est important d'en prendre compte dans l'analyse de l'équilibre entre la demande et l'offre. La DAPS a expliqué que le phénomène n'est pas spécifique à la région de Matam et la Mauritanie. En effet, il existe un tel trafic entre certaines régions du pays (Kolda notamment), la Guinée Bissau et la Guinée Conakry, mais en l'état actuel des choses, les informations disponibles sont insuffisantes, d'où la nécessité d'une étude plus approfondie sur la question.

(8) L'ARM (membre observateur) a suggéré à la Mission d'Etude de prendre contact avec le Ministère du Commerce pour la formulation des programmes retenus dans le Plan Directeur et plus précisément ceux relatifs à la qualité, à la commercialisation et aux informations sur le marché. L'ARM a par ailleurs souhaité qu'une étude du marché international du riz soit menée et prise en compte dans le Plan Directeur.

(9) L'ITA (membre observateur) a suggéré à la Mission d'Etude de la JICA de passer en revue toutes les études réalisées ou en cours sur la filière riz. Les résultats de l'enquête sur les préférences des consommateurs, financée par la Banque Mondiale et réalisée par l'ITA sur un échantillon de 1 600 sujets, seront mis à la disposition de l'équipe japonaise.

(10) L'ANCAR (membre observateur) a suggéré à la Mission d'Etude de la JICA d'organiser un atelier pour discuter de tous les programmes et projets proposés dans le Plan Directeur. Cet atelier est prévu dans le programme, il se tiendra au mois d'octobre 2006 et tous

les acteurs de la filière seront invités à y participer.

(11) La FNPRS a axé son intervention sur le rôle que les MEC sont appelés à jouer dans le crédit agricole du Sénégal, mais qu'une étude préalable de tout le système est indispensable. La DAPS a souhaité une plus forte implication de la CNCAS et la collaboration de celle-ci avec les MEC.

A la fin de la réunion de Comité de Pilotage, M. Cheikh THIOUNE et la Mission Japonaise ont demandé à ce que les commentaires écrits des structures membres du Comité de Pilotage et des membres observateurs soient officiellement transmis à la DAPS dans un délai de 15 jours.

Liste des participants**Partie sénégalaise :****Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques (DAPS)****Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique**

M. Cheikh THIOUNE Président de séance, Point Focal
 M. Bafode DRAME
 M. Baldé SOME
 M. Gérard Janvier GBAGUIDI
 M. Abdou SANGA

Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)

M. Jean MOREIRA Chef de la Division de l'Aide à la Production

Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI)

M. Amadou NIANE

Direction Régionale du Développement Rural (DRDR)

M. Mika DONGO Région de Matam
 M. Mamadou BA Région de Fatick
 M. Simon DIATA Région de Kolda

Agence de Régulation des Marchés (ARM) - Observatrice

M. Oumar Samba N'DIAYE Directeur de l'Exploitation

Institut de Technologie Alimentaire (ITA) - Observateur

Mme Rokhaya D. GNING Chef du Laboratoire de Chimie

Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (AMCAR) - Observatrice

M. Mour GUEYE

Fédération Nationale des Producteurs de Riz au Sénégal (FNPRS) - Observatrice

M. Diawar DIOP

Partie japonaise :**La Mission d'Etude**

M. Masayuki KOYAMA Chef de Mission, Distribution, Développement de
 l'Agriculture Régionale
 M. Takashi KIMIJIMA Expert en Production de paddy / Gestion agricole /
 Vulgarisation
 M. Zetsugaku KURITA Expert en Statistiques agricoles
 M. Yuichi FUKASAKA Expert en Crédit agricole

Bureau de la JICA Sénégal

M. Mamadou BARRY Chargé de l'Etude

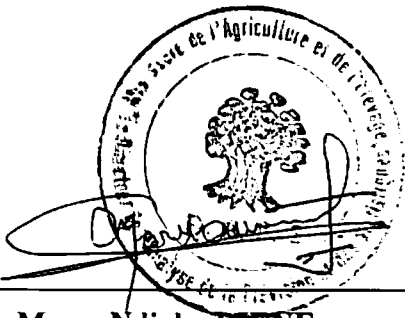
添付資料5

ドラフトファイナルレポート初稿

協議議事録 (M/M)

Minutes of Meeting
On
Draft Final Report
For
The Study
On
The Reorganization of the Reproduction of Rice in Senegal

Dakar, 14th July 2006



Dr. Mame Ndiobo DIENE
Director, Department of Analysis,
Prediction, and Statistics (DAPS)
Ministry of Agriculture and Hydraulic
SENEGAL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Masayuki KOYAMA', is written over a horizontal line.

Mr. Masayuki KOYAMA
Team Leader
Study Team
Japan International Cooperation Agency
JAPAN

In accordance with the Scope of Work for the Study on the Reorganization of the Production of Rice in Senegal (hereinafter referred as “the Study”), the JICA Study Team will present the Draft Final Report in September 2006. Prior to finalization of Draft Final Report, the JICA Study Team requested DAPS to hold the Steering Committee Meeting to make preliminary discussion on Master Plan and Action Plan. In response to the request, the Steering Committee was held on 14th July 2006. The attendants of the meeting are listed as per **Attachment-1**.

Mr. Harouna SOUMARE, the Chairmen of the meeting, officially opened the Steering Committee meeting on the Draft Final Report. The followings are major issues discussed in the meeting.

(1) Progress of the Study

In response to the request by the Chairman, Mr. Cheikh THIOUNE, the Chief Counterpart, presented the comments by the Steering Committee members to the Interim Report submitted in November 2005 by referring to **Attachment-2**.

The comments to the Interim Report consist of 14 aspects, namely the title of the Study, the objective of production, improvement of rice quality, demand-supply projection to the year 2015, farm machinery, quality standard, price mechanism, intervention of micro finance institutions, supply of the market, paddy harvest and storage, implementation of the master plan, programme of local rice marketing and rehabilitation of developments.

Mr. Cheikh THIOUNE also summarized the draft Master Plan, which is formulated to overcome low production, poor quality and inadequate market environment. He briefly explained 11 master plan programs proposed under the Plan, i.e. seven (7) for the Senegal river valley, three (3) for the traditional rice producing regions, i.e. Kolda, Ziguinchor and Fatick, and one (1) for the organizational strengthening of the rice sector.

Mr. M. KOYAMA, Team Leader of the JICA Study Team, briefly explained the past performance and the current position of the Study. He presented the contents of the Draft Final Report and requested the attendants to provide constructive comments especially on Chapter 5 on Action Plans, which is the work result in May to July 2006.

(2) Rice quality

Dr. Talla GUEYE, ISRA Saint Louis, focused on rice quality concerning on Action Plan 4. He stated that urgent efforts are required to select other rice varieties to meet preference of consumers. Local rice has several advantages such as freshness and food safety. Variety selection should be reviewed not only from physical characteristics but also chemical values such as protein and glucose contents. New varieties are also needed in Casamance

and Fatick. NERICA can be one of the alternatives.

Mr. Jean MOREIRA, SAED, commented that more attention will be required to appearance, taste and grain size in the quality standard taking consumers preference into consideration.

(3) Price mechanism

Mr. Cheikh THIOUNE pointed out the price mechanism of local rice. To meet CNCAS loan repayment, farmers rush to sell their rice by the loan validity period. Oversupply in the local market results in seasonal price down. Rice quality significantly affects the price mechanism. The market interview survey under the Study will provide important information about the relationship between quality and prices.

(4) Anambe basin irrigation development

Mr. Amadou NIANEG, SODAGRI, described the on-going activities of the irrigation development in the Anambe basin, Kolda in connection with Action Plan 11. With financial assistance of Islamic Development Bank, the extension of the irrigation area is being undertaken. The total area will amount to 5,000 ha. ISRA takes a responsibility of seed multiplication to meet increased requirement. As for post-harvest, paddy collection centre play an important role. PMLA financed one billion FCFA for the microfinance scheme, which provide loans to farmers up to 5 million FCFA. In parallel, CNCAS also operates the agricultural credit scheme under which farmers can be financed up to 50 million FCFA at maximum.

(5) Title of the Study

Mr. Mour GUEYE, ANCAR, suggested re-consideration of the title of the Study from Reorganization of the Production of Rice to Reorganization of the Rice Sector. Mr. M. KOYAMA replied that the title of the Study was agreed at the official meeting between both governments and not recommended to change so as to avoid unnecessary confusions.

(6) Target rice production in 2015

Mr. Jean MOREIRA, SAED, stated to the meeting that 400,000 ton of the target rice production in 2015 seems to be not ambitious against 1,000,000 ton of the projected demand. The Government of Senegal envisages realizing the self-sufficiency of rice at the earliest stage. Taking into consideration the performance of production increase in last 40 years, achievement of 1.000,000 ton will not be impossible.

Mr. M. KOYAMA explained the conditions of the demand-supply projections under the Study by referring to **Attachment-3**. The rice demand in 2015 will be increased to 1,013,000 ton on the basis of 74 kg of per-capita consumption and projected population.

The Study targeted to produce 400,000 tons of milled rice in 2015, i.e. 40% of self-sufficiency ration. Out of 400,000 tons, 100,000 tons of high quality rice will be supplied to Dakar and other urban areas without expansion of existing milling capacity. The remaining 300,000 tons will be consumed in rural areas without investment to additional rice mill. In response to the request, Mr. T. KIMIJMA presented the regional breakdown of 400,000 tons of the target production by referring to **Attachment-4**.

(5) Draft Final Report

The JICA Study Team will leave for Japan on 20th July 2006 at completion of the 4th Field Work in Senegal. The Study will be continued in Japan to finalize Master Plan and Action Plan and compile all the study results into the Draft Final Report. The Draft Final Report will be official presented in the Seminar to be held in 5th Field Work in Senegal from 3rd to 11th September 2006. All the attendants in this meeting are welcomed to the Seminar.

Closed

List of Participants

Senegalese side:

Department of Analysis, Prediction, and Statistics (DAPS)

Ministry of Agriculture and Hydraulic

Mr. Harouna SOUMARE	Chairman
Mr. Cheikh THIOUNE	Chief Counterpart
Mrs. Sokhna M. DIOP	
Mr. Amadou BALDE	
Mr. Ibrahima FAYE	
Mr. Abdou SAGNA	
Mr. Goumbo THIAM	
Mr. Malamine SADIO	
Mr. P. M. CAMARA	
Mrs. Marème NIANG	
Mr. Arona DOUMBIA	
Mr. Cheikh. F. NDIAYE	

Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)

Mr. Jean MOREIRA	Chief, Division of Production Assistance
------------------	--

Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI)

Mr. Amadou NIANE	
------------------	--

Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR)

Mr. Mour GUEYE	
----------------	--

Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA)

Mr. Talla GUEYE	
-----------------	--

Japanese side:

The Study Team

Mr. Masayuki KOYAMA	Team Leader
Mr. Yoshihiko OGATA	Deputy Team Leader, Marketing Expert
Mr. Takashi KIMIJIMA	Paddy Production, Farm Management and Extension Expert
Mr. Teruhisa AOKI	Post harvest Expert

JICA Senegal Office

Mrs. Mayumi ANDO	In charge of the Study
------------------	------------------------

CT
REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple-Un But-Une Foi

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
L'HYDRAULIQUE RURALE
ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE**

**DIRECTION DE L'ANALYSE, DE LA PREVISION
ET DES STATISTIQUES**

Objet : Transmission des contributions de la partie sénégalaise
sur l'Etude sur la Réorganisation de la Production du Riz.

Monsieur le Chef de la mission JICA,

Je vous prie de recevoir ci-joint, le document intitulé "synthèse des contributions de la partie sénégalaise". Il s'agit du document qui a été présenté lors de la réunion du CD, tenue à la DAPS, le 14 juillet 2006.

Ce document constitue la synthèse des observations, qui émanent des membres du Comité Directeur de l'Etude sur la Réorganisation de la Production du Riz au Sénégal, ci-dessous énumérés:

- la SAED
- la SODAGRI
- la DAPS
- la DRDR de Saint Louis
- la DRDR de Ziguinchor et Kolda, qui a soumis à l'Etude un projet d'appui à la multiplication des semences.

NB : Certaines observations des membres du CD, non écrites susceptibles d'enrichir l'Etude ont été prises en compte. Il s'agit en particulier de la CNCAS, de la DRDR de Fatick et de Matam. Il en est de même des contributions écrites ou non écrites de structures, telle que l'ARM, l'ITA, l'ANCAR, le FNPRS, etc. bien que ces dernières ne soient pas membres du CD.

Dakar, le 18 / 07 / 06
Le Point Focal



C. Thioune

CT
REPUBLIQUE DU SENEGAL
 Un Peuple-Un But-Une Foi

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
 L'HYDRAULIQUE RURALE
 ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE**

**DIRECTION DE L'ANALYSE, DE LA PREVISION
 ET DES STATISTIQUES**

ETUDE SUR LA REORGANISATION DE LA PRODUCTION DU RIZ AU SENEGAL

SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS DE LA PARTIE SENEGALAISE
--

Depuis le mois de novembre 2004, une étude relative à la promotion du riz local est en cours. Elle est conduite par la JICA sous la coordination de la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques. L'Etude, qui doit durer deux (2) ans, prendra fin au mois d'octobre 2006.

Conformément au protocole d'accord signé par les parties japonaise et sénégalaise, l'Etude est conduite sous la supervision d'un comité Directeur composé des structures ci-après :

- la DAPS
- la SAED ;
- la SODAGRI ;
- la CNCAS
- les DRDR des régions de St Louis, Matam, Fatick, Kolda et Ziguinchor.

Par la suite, sur initiative et proposition de la DAPS, des structures ont été coptées comme membres observateurs dans le Comité Directeur, compte tenu de leur position dans la filière riz et de leur rôle dans la stratégie de relance de la riziculture au Sénégal. Il s'agit de :

- l'ARM ;
- l'ANCAR ;
- l'ISRA ;
- l'ITA ;
- l'ASCOSEN ;
- la D.A
- le FNPRS
- l'UNACOIS.

Au cours de cette étude, cinq rapports ont été produits dont les deux derniers respectivement intitulés "rapport intermédiaire" qui a déjà été présenté au Comité Directeur le 14 novembre 2005 et "rapport d'Avancement N° 3". Des exemplaires de ces deux (2) rapports, à l'instar des autres rapports ont été distribués aux membres du C.D, pour recueillir leurs observations sur l'Etude.

Il ressort du diagnostic de l'étude que le riz local est encore confronté à un problème de compétitivité. Ce constat ne doit cependant pas occulter les résultats obtenus par l'ensemble des acteurs de la filière, dans l'amélioration de la qualité, la réduction des coûts de production et l'augmentation des rendements. Cette faible compétitivité s'explique, entre autres par :

- 1- la mauvaise qualité d'une bonne partie du riz blanc ;
- 2- le prix élevé du riz local par rapport à certaines catégories de riz importé ;
- 3- le manque d'une politique de soutien dans certains segments de la filière ;
- 4- la faible part de la production commercialisée ;
- 5- la faible organisation de la filière ;
- 6- le faible niveau de production nationale de paddy.

Pour résoudre ces problèmes, le Plan Directeur soumet à l'appréciation de la partie sénégalaise les projets et programmes avec leurs stratégies de développement correspondantes, ci-dessous.

Les projets et programmes

N°	Intitulé du projet	Stratégies de développement
A	Région de Saint louis et Matam	
1	Programme d'amélioration des revenus des producteurs	Application de technique de réduction des coûts de production, d'augmentation des rendements et de l'intensité culturale.
2	Programme de développement d'un système mécanisé approprié	Amélioration de l'efficacité de l'utilisation des machines agricoles
3	Programme de développement et de vulgarisation de faucheuses plus adaptées aux conditions de production	Vulgarisation de matériel agricole et machines agricoles de petit gabarit
4	Programme d'amélioration des aménagements hydro agricoles	Amélioration des aménagements hydro agricoles et des réseaux d'irrigation et de drainage et renforcement des capacités des utilisateurs de l'eau (PIV et PIP)
5	Programme d'appui à la commercialisation du riz	<ul style="list-style-type: none"> - amélioration de la qualité de l'usinage - réduction des pertes poste, du rendement à l'usinage, de la période de l'usinage et augmentation de la capacité de stockage - amélioration des conditions de récolte et respect des dates de récoltes - respect des normes de qualité du paddy et du riz blanc - contrôle de la qualité du riz importé - suivi des prix du marché - information sur les périodes de récolte, etc.
6	Programme d'amélioration de l'accessibilité des zones de production (piste de production et infrastructure routière rurale) ;	Amélioration de l'accès des zones de production par la création d'infrastructures routières

7	Programme d'amélioration des crédits de campagne	- amélioration du système de fourniture d'intrants - amélioration du crédit agricole
B	Régions de Fatick, Kolda et Ziguinchor	
8	Programme de production et de distribution de semences de qualité pour la riziculture sous pluie	- appui à la multiplication des semences
9	Programme d'appui multiforme aux producteurs de riz sous pluie	- augmentation des rendements - restauration des rizières, par la lutte contre la salinité, etc.
10	Programme de réhabilitation des aménagements hydroagricoles et appui aux groupements de producteurs de l'Anambé :	- appui au système d'irrigation et réadaptation aux conditions socioculturelles - appui à la création d'un comité chargé du développement rural
C	Organe de mise en œuvre du Plan Directeur	
11	Appui à la création d'un comité chargé de l'application du Plan Directeur pour la relance et la promotion de la riziculture.	Coordination entre les acteurs de la filière riz et développement institutionnel.

Sur la base des résultats du diagnostic présentés ci-dessous, il est attendu de la part du CD de se prononcer sur la pertinence des projets proposés et des stratégies. Pour chaque projet retenu, un plan d'action sera élaboré. Ces projets et programmes sont contenus dans le rapport intermédiaire qui a été distribué aux membres du CD. Il a été aussi fait l'objet d'une restitution, lors de l'atelier tenu à la DAPS, le lundi 14 novembre 2005.

Dans le compte rendu de cette réunion, il est rappelé qu'il est attendu du CD, que les contributions écrites soient transmises à la DAPS, chargée de la coordination de cette étude. Le présent document fait l'économie des observations émises sur l'Etude par la partie sénégalaise. Il fera l'objet de concertation entre l'ensemble des membres du C.D, avant d'être remis à la partie japonaise, comme contribution de la partie sénégalaise impliquée dans l'étude.

1. L'INTITULE DE L'ETUDE

L'intitulé de l'Etude est "Etude sur la Réorganisation de la Production du Riz au Sénégal"

Pour les structures membres du Comité Directeur, cette appellation ne reflète pas les thèmes et les objectifs de l'Etude. En effet, l'étude s'intéresse à toute la filière et pas seulement aux activités de production proprement dites. Il serait donc plus indiqué de parler d'étude sur la promotion du riz local, d'étude sur la réorganisation de la filière, etc.

Cependant, il est plus constructif de se focaliser sur la conformité du contenu de l'étude et des objectifs qui lui sont assignés par rapport aux documents signés par les autorités japonaises et sénégalaises, d'une part. Il serait difficile pour le

Comité Directeur de revenir sur l'intitulé, qui a déjà reçu l'agrément des deux parties, d'autre part.

2. LES OBJECTIFS DE PRODUCTION PROPOSES PAR L'ETUDE

Le Plan Directeur de l'Etude se propose de porter la production nationale de riz à 400 000 tonnes en 2015. Avec une demande prévisionnelle de 1000 000 tonnes à cette date, cela correspondrait à une autosuffisance en riz de 40 %, soit un doublement du taux d'autosuffisance qui est actuellement de 20%.

Cet objectif de 400 000 tonnes a été proposé, compte tenu des ressources financières limitées, de la déficience des infrastructures hydro agricoles, des intrants, de la tendance stationnaire de la production nationale de paddy, etc. En effet, la superficie totale exploitable dans la VFS, qui assure les 2/3 de la production nationale est constituée pour plus de la moitié de PIV et de PIP (60%) soit en valeur absolue 40 300 ha qui sont pour l'essentiel dans un état de dégradation très avancé. Dans les autres régions à vocation rizicole (Fatick, Ziguinchor et Kolda), l'ensablement, la salinisation, l'intrusion de la langue salée par l'avancée de la mer, les conflits armés, etc. invitent à plus de réalisme. (voir en annexe, le schéma proposé)

Ce point de vue est partagé par certains membres du CD, qui jugent qu'une étude doit partir de données réelles et faire une analyse objective de la situation antérieure et actuelle pour faire des projections. Cependant, l'objectif d'autosuffisance alimentaire ne doit pas être ignoré parce que émanant des plus hautes autorités de l'Etat. La réflexion doit donc conduire à un tel scénario.

Par contre, d'autres membres du C.D, abordant la question sous un autre angle, n'approuvent pas les objectifs de production proposés par l'Etude, jugeant qu'ils ne prennent pas suffisamment en compte des ambitions du Gouvernement qui sont tous supérieures à celui de l'Etude en question. Considérant les faibles disponibilités de riz sur le marché mondial (4 à 5% de la production mondiale) et le Sénégal qui dépend à 80% de ce marché pour satisfaire sa demande, doit pour sa sécurité alimentaire, parer à l'éventualité d'une rupture des stocks sur le marché mondial.

Pour une période de 10 ans qui est celui du Plan Directeur, si l'Etude s'inscrit dans une dynamique d'autosuffisance alimentaire totale en riz, cela suppose une production de riz blanc qui dépasse 800 000 tonnes en 2015 (calculé sur la base d'une projection de la population de 13 millions d'habitants et une consommation par tête d'habitants de 65-74 kg). Le CD invite l'Etude à prendre en compte les ambitions du GDS, les programmes et initiatives de relance de la filière,

notamment le Programme Indien, le PDMAS et le programme de réhabilitation des aménagements hydro agricoles de la SAED.

A partir de ce constat, les recommandations ci-après sont faites à l'Etude :

- Identifier les contraintes qui doivent être levées pour atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire en riz en 2015, en collaboration avec les structures concernées;
- Faire l'inventaire des besoins financiers, logistiques et autres, nécessaires pour atteindre l'autosuffisance alimentaire ;
- Proposer une stratégie.

Le choix de l'autosuffisance totale en 2015, sera déterminé par le niveau de mise en œuvre des mesures d'accompagnement, entre autres :

- Réhabilitation des aménagements (GA, PIP, PIV) ;
- Le renouvellement du matériel agricole ;
- la disponibilité des intrants (semences et engrais notamment)
- la réhabilitation des terres de culture à Fatick, Casamance, Sénégal Oriental ;
- Le financement de la production.

3. L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU RIZ COMMERCIALISE

Le programme d'amélioration de la qualité du paddy et du riz blanc et de leur commercialisation est un des programmes proposés dans le futur Plan Directeur. Il est envisagé de le loger au MAHRSA.

La commercialisation des produits agricoles et du riz en particulier sont du ressort du Ministère du Commerce. A ce titre, l'Agence de Régulation des Marchés (ARM), en tant que démembrement de ce ministère est appelée à jouer un important rôle dans le programme 5, intitulé "Programme d'amélioration des conditions de commercialisation du paddy et du riz local" proposé par le Plan Directeur provisoire.

Cependant, l'équipe japonaise et la DAPS suggèrent à ce que le programme soit logé au Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Rurale et de la Sécurité alimentaire. Entre autres raisons, on peut en citer deux :

- le programme vise l'amélioration des conditions de récolte et post-récolte pour l'obtention d'un paddy de qualité et sa conservation. Il s'agit donc de la sensibilisation sur l'importance de la période de récolte, des pertes à la récolte et post-récolte, de la conservation et de l'usinage. Ces activités sont du ressort des structures du MAHRSA (SAED, SODAGRI et autres projets et programmes) ;

- Le programme vise ensuite le respect des normes de qualité du paddy et du riz blanc et l'indexation du prix à la qualité. Il existe un bureau logé au cabinet du MAHRSA, qui est chargé des normes de qualité des produits agricoles.

Cependant, ce programme s'étend aussi à l'amélioration des conditions de commercialisation du riz après usinage : la détermination des prix, les circuits de distribution, la différenciation des types de marchés ciblés, etc. Le Ministère du Commerce est donc appelé à jouer un rôle, à la limite, d'égale importance ou du moins complémentaire à celui du MAHRSA, dans ce programme.

4. LE CHOIX DE L'HORIZON 2015

En prévision d'une population de 13,62 millions d'habitants, d'une consommation par habitant de 74 kg, la demande de riz sera de 1000 000 tonnes. L'Etude prévoit la satisfaction de cette demande à hauteur de 40%, soit une production de 400 000 tonnes.

L'échéance de 10 ans est en phase avec celui des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les objectifs de la réunion de Rome (FAO) sur la sécurité alimentaire qui prévoit la réduction de l'insécurité alimentaire de 50%. Cependant il y a la nécessité d'harmoniser les objectifs de l'Etude avec ceux des autres programmes du Gouvernement. Ce qui paraît faisable en indiquant un schéma d'évaluation à mi parcours, où seront proposés des objectifs quantitatifs (indicateurs de performances) à court et moyen terme. Ces observations peuvent être prises en compte dans les plans d'actions, en termes d'indicateurs objectivement vérifiables, par exemple:

- taux d'accroissement annuel des aménagements ;
- taux d'augmentation du niveau de l'intensité culturale ;
- l'accroissement du taux de consommation des intrants (engrais, fongicides, herbicides, etc.)
- l'accroissement de la production ;
- le nombre de rizeries et d'unités de décorticage ;
- L'augmentation du volume du crédit, etc.

5. LES MECANISMES DE FIXATION DES PRIX

Le prix au détail du riz local est toujours fixé en dessous de celui du riz importé à cause de sa qualité jugée inférieure et de sa faible compétitivité.

Les producteurs de la vallée ont convenu dans le cadre du schéma de commercialisation élaboré par la SAED en partenariat avec la CNCAS, les OP

et les rizières de fixer le prix du riz blanc sur la base du prix de collecte du paddy à 90 Fcfa, du coût d'usinage à 12 Fcfa, et un taux d'usinage de 66 %. C'est ce qui a fait que le prix d'un kg de riz blanc revient à 156 Fcfa.

Cependant ce schéma vise surtout le riz destiné au remboursement du crédit CNCAS. En ce qui concerne le reste de la production, la fixation du prix en dessous de celui du riz importé répond plutôt à un besoin d'écouler plus rapidement la production, autrement dit d'être plus compétitif.

Il faut donc reconnaître que de réels efforts sont fournis par l'ensemble des acteurs pour améliorer la qualité du paddy, son usinage, la réduction des coûts de production. Ces dernières années, la concertation entre les acteurs de la filière a permis la détermination d'un prix consensuel, qui prend en compte l'intérêt de tous. Cependant, parce que :

- l'essentiel de la production ne passe pas par les rizeries, mais par les décortiqueuses ;
- c'est moins du 1/3 de la production qui est destinée au remboursement du crédit ;
- certains rizeries modernes ne se retrouvent pas dans ce prix consensuel ; et
- la majorité des rizeries est concentrée dans un seul département, celui de Dagana, tandis qu'à Podor, Matam, il n'y a que deux ou 1 rizerie et dans le reste du pays, on n'en dénombre que 3 rizeries (2 à Anambé dont 1 très vétuste et 1 Kédougou), etc.

En raison de ce qui précède, les problèmes liés à la qualité et à la compétitivité du riz restent encore d'actualité. En plus de cela, il est invraisemblable que le prix du riz local puisse être fixé sans tenir aucunement compte du prix du riz importé.

6. LA CONCURRENCE ENTRE LA RIZICULTURE ET LES AUTRES SPECULATIONS

Le maraîchage est plus rentable et dispose de meilleurs circuits de commercialisation. Etant donné que la campagne agricole de légume coïncide avec la récolte du paddy, les producteurs ont tendance à remplacer la riziculture par le maraîchage.

Le CD demande à ce que cette affirmation soit nuancée, parce qu'il ne s'agit pas de remplacer la riziculture par le maraîchage.

Cependant la concurrence entre les cultures horticoles et le riz est bien réelle. Elle se traduit par une perte au champ du paddy qui est récolté avec un grand

retard, à cause de la pénurie de main d'œuvre qui déserte les parcelles de riz pour celles du maraîchage.

C'est à ce niveau que réside le problème de non respect du calendrier cultural posé par l'Etude. Ce problème exacerbé par le fait que le matériel de récolte (faucheuse, batteuses, etc.) fait défaut est une des contraintes à la relance de la riziculture. En effet, tout retard de la date de récolte a des conséquences sur la quantité récoltée et sur la qualité du paddy.

7. LA LUTTE CONTRE LES MAUVAISES HERBES

Bien que l'épandage d'herbicide qui est très coûteux soit très répandu dans le bassin du fleuve, il serait possible de réduire la quantité appliquée en pratiquant régulièrement le labour et le nivellement adéquat.

En proposant l'approche intégrée, qui allie le traitement chimique (emploi d'herbicide) à la lutte mécanique (labour et nivellement, etc.) et en attirant l'attention de l'Etude sur les autres effets positifs de ces façons culturales, le CD apporte plus une contribution qu'une critique de fond sur la proposition de l'Etude.

8. LES PROBLEMES FONDAMENTAUX DE LA FILIERE

Ces problèmes sont la limitation topographique, facteurs liée au sol, système d'appui inadéquat et capacité financière et administrative du gouvernement inadéquat et plus loin : une panoplie de facteurs de problèmes causant des phénomènes de problèmes majeurs, etc.

Une mauvaise traduction rend le texte illisible, dénature complètement le sens et crée des malentendus. Une traduction exacte de la pensée des auteurs de l'Etude devrait montrer que le diagnostic ne remet pas du tout en cause les résultats encourageants obtenus par les acteurs de la filière. Il s'agit de :

- de l'augmentation des rendements ;
- de l'amélioration de la qualité ;
- de la hausse du niveau d'intensification, etc. ;

9. DIFFERENCIATION DU TYPE DE MECANISATION

Amélioration de la qualité et de l'efficacité des machines agricoles et développement d'outils agricoles et de petites machines agricoles...

Le type de matériel agricole et leur gabarit doivent être choisis en fonction de la configuration et de la dimension des parcelles qui diffèrent beaucoup d'un

aménagement à l'autre. C'est la raison pour laquelle, le matériel lourd (les moissonneuses batteuses, par exemple), doit cohabiter dans la vallée avec le petit matériel (motoculteur, repiqueuse, sarcluse, etc.). Cet aspect sera pris en compte par l'Etude.

10. LES NORMES DE QUALITE

Etablissement de normes de qualité

Il est plus exact de dire respect des normes de qualité en vigueur, en particulier pour le riz commercialisé.

La structure des prix, la formation de la valeur ajoutée et sa répartition doivent être prises en compte. De la marge bénéficiaire que réalise chaque acteur (l'Etat, les producteurs, les riziers, les commerçants, etc.) dépend pour beaucoup les performances et l'avenir de la filière.

11. APPRECIATION DE LA QUALITE DU RIZ BLANC

Les importations de riz à bas prix et de qualité supérieure...

L'Etude doit tenir compte des efforts fournis par l'ensemble des acteurs et qui ont permis d'améliorer la qualité du riz. Présentement un programme riz de qualité est conduit par la SAED et les propriétaires de rizeries investissent dans leur outil de production pour améliorer la qualité de l'usinage. Ces efforts ont permis l'obtention d'un riz blanc de qualité supérieure ou du moins égale à celle du riz importé.

Néanmoins, on comprend mieux la position de l'Etude, si on tient compte des éléments suivants :

- une partie importante de la production passe par les décortiqueuses qui ne peuvent assurer un usinage de qualité ;
- le riz importé est classé quelque fois comme sous-produit dans leur pays d'origine ;
- les règles du marché (la relation entre l'offre et la demande), etc.

qui font que le combat pour la compétitivité en terme de prix et de qualité doit encore se poursuivre.

12. LA CONTRIBUTION DES MUTUELLES DANS LE FINANCEMENT DE LA FILIERE

Dans un proche avenir, il faut envisager l'intervention des mutuelles de crédit.....qui vont se substituer à la CNCAS

En effet, la CNCAS tente de confier certains crédits, surtout les crédits de campagne aux mutuelles, mais avec certaines réserves, compte tenu de leur nombre insuffisant par rapport au volume de crédit. Pour les crédits à plus longue échéance (équipement par exemple), les mutuelles ne semblent pas être suffisamment prêtes pour remplacer la CNCAS. Elles devront encore bénéficier de programmes de renforcement de capacité, d'appui financier et logistique.

L'Etude insiste sur l'importance de l'accessibilité du crédit pour le respect du calendrier culturel qui conditionne pour une large part le succès d'une campagne de production. Le système de crédit doit aussi être repensé pour mieux l'adapter aux besoins spécifiques de chaque type de producteur.

13. LE RAVITAILLEMENT DU MARCHE PAR LA PRODUCTION LOCALE

Les consommateurs regroupés en associations feront directement parvenir aux riziers ou aux producteurs leurs commandes. En même temps, les réclamations des consommateurs relatives aux manquements des riziers seront portées à la connaissance du public.

Par souci de transparence et de fluidité des circuits de commercialisation, l'Etude suggère le rapprochement du consommateur au producteur d'où le système proposé ci-dessus.

Cependant, ce système semble exclure les commerçants, qui constitue un maillon important dans la filière. L'Etude sur la réorganisation de la filière doit justement éviter la désorganisation de celle-ci, qui risquerait d'arriver avec la disparition du maillon chargé de la commercialisation, trait d'union entre les producteurs et les riziers d'une part et les consommateurs, de l'autre. Par contre, les efforts devraient être orientés vers la professionnalisation des acteurs et l'encouragement de la concertation entre eux.

14. L'INFORMATION SUR LES DATES DE RECOLTE

Les informations sur la récolte du paddy et la période de collecte dans les zones irriguées doivent aussi être diffusées pour compenser le vide.....

Cette proposition est superflue, à moins qu'il s'agisse d'une incompréhension. Par contre l'accessibilité des zones de production doit être améliorée pour faciliter la collecte et l'évacuation de la production vers les rizeries et vers le marché.

15. LA MISE EN ŒUVRE DU PD

Mise en place d'un comité chargé de la promotion du riz local avec comme fonction la coordination entre les acteurs de la filière dans le cadre de la mise en œuvre du PD qui sera adopté par le CD.

Le CD souscrit à une telle idée et propose à la place d'un comité, une structure pérenne logée au MAHRSA et dotée de suffisamment d'autorité et de moyens financiers et logistiques pour piloter la mise en œuvre du PD. Cependant dans cette structure devront être représentés tous les ministères qui de part leurs prérogatives, interviennent dans la filière. Il s'agit des Ministères du Commerce, de l'Economie et des Finances, de L'Environnement, de l'Industrie, des Collectivités locales et de la Décentralisation, etc.

16. PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION DU RIZ LOCAL

Surveillance des importations de riz, des prix et des stocks du marché (ARM)

Le CD propose la systématisation du contrôle de tous les lots de riz importé et suggère la création d'un laboratoire de contrôle du riz importé au niveau du port de Dakar. Ce laboratoire devra être sous la responsabilité du Ministère du Commerce.

Il est aussi proposé la création de centres de collecte et de stockage du paddy, de transformation et de commercialisation du riz blanc. Ces centres seront gérés par des structures qui regroupent les organisations de producteurs, les riziers, les commerçants, etc. L'objectif est d'éviter le bradage de la production, d'arriver à ravitailler le marché en fonction de la demande afin d'éviter la chute des prix et les pénuries.

17. LA MULTIPLICATION DES SEMENCES

Il existe trois lois qui régissent la multiplication des semences.....

Il n'y a qu'une (1) loi et non trois (3), trois (3) décrets, des règlements techniques et des arrêtés relatifs aux semences et à leur multiplication.

Il y a 3 niveaux de multiplication : les bases (la 1^e génération la variété pré base), les R1 (la 1^e génération de la base) et les R2 (la 1^e génération de R1).....

Quant aux générations de semences, on distingue les niveaux de multiplication ci-après:

- 1 - les G0 : appelées souches
- 2 - les Pré bases constituées par
 - les G1
 - les G2
 - les G3
- 3 - les Bases
- 4 - les R1
- 5 - les R2

Après la multiplication et les premiers contrôles, les paysans apportent les semences au Centre de Conditionnement de Richard-Toll.

Il est plus exact de dire qu'après la multiplication des semences et les premiers contrôles au laboratoire, les opérateurs privés semenciers (OPS) et non les paysans apportent les semences au Centre de Conditionnement de Richard-Toll.

Sur le tableau 2.8.1, la production de semence a baissé considérablement entre les campagnes 2000/01 et 2001/02.

Les pluies hors saison sont à l'origine de cette chute de production de semence, tous niveaux confondus, qui passe de 1 939 tonnes à 905 tonnes. Les efforts conjugués des OPS et des services d'encadrement ont permis de redresser progressivement la situation jusqu'à atteindre les 2 527 tonnes trois années plus tard, en 2005.

18. LES PROGRAMMES DE REHABILITATION

L'amélioration des équipements d'irrigation et de drainage particulièrement dans les PIV et PIP (p 3.5)

Le programme de réhabilitation doit prendre en compte la nécessité d'augmenter la surface par attributaire surtout dans les PIV. Les parcelles de 0,2 à 0,4 par attributaire, caractéristiques d'une agriculture de subsistance, ne sont pas viables et ne permettent pas de dégager un surplus pour la commercialisation. C'est la raison pour laquelle, le CD propose en plus d'un programme de réhabilitation, que le PD prévoit aussi l'extension des PIV et si possible de certains PIP et GA.

Dans les termes de références qui définissent les responsabilités de la SAED et des bénéficiaires dans l'exécution des programmes de réhabilitation et d'entretien, il est précisé que :

- les travaux de réparation de canaux, de drains et de planage sont réalisés par des entreprises choisies à la suite d'appel d'offres de la SAED et sur

financement de l'Etat et des bénéficiaires dans le cadre du fonds de maintenance ;

- les travaux de réhabilitation sont également réalisés par des entreprises sélectionnées après appel d'offres sur financement de l'Etat ou des bailleurs de fonds ;
- les études d'APD et de DCE, la supervision et le contrôle des travaux sont effectués par des bureaux d'études choisis par appel d'offres sur financement de l'Etat ou des bailleurs ;
- les travaux d'endiguement et d'excavation des canaux secondaires ne sont pas à la portée des paysans et devront mener au-delà de juillet de 2007, prévu pour les semis dans les périmètres réhabilités.

Enfin, il faut tenir compte de la nature des sols, pour encourager partout où c'est possible la diversification. Dans le delta, la salinisation des sols constitue un problème majeur, et seule la riziculture est possible. Dans la haute et moyenne vallée, il n'en est pas de même, la culture du riz peut être associée au maraîchage. Par exemple, au niveau des PIV, mis en place sur les bourrelets des berges, la texture légère des sols permet le maraîchage plus que partout ailleurs dans la vallée. La diversification permettrait ainsi l'augmentation des revenus des producteurs et le niveau de l'intensité culturale.

19. LA RIZICULTURE HORS VALLEE

Présentement, plus des 2/3 des emblavures sont hors de la VFS. Les régions de Fatick, de Ziguinchor, de Kolda et de Tambacounda regorgent d'énormes potentialités sous utilisées. Même si les régions de Saint Louis et de Matam sont érigées en zones prioritaires, la riziculture sous pluie doit être prise en compte dans le PD. Il s'agit plus précisément pour le moment :

- d'initier le Programme NERICA pour les régions de Fatick, Ziguinchor en collaboration avec l'ADRAO ;
- de parachever et de poursuivre le programme de reconstitution du capital semencier des régions de Ziguinchor, de Kolda (en cours); et
- de poursuivre le programme de production de semence de variétés traditionnelles.

20 LE CAS SPECIFIQUE DU BASSIN DE L'ANAMBE

Le diagnostic de la riziculture dans la zone du bassin de l'Anambé est jugé évasif et les réalisations et perspectives de développement de la SODAGRI pas suffisamment prises en compte. Ce qui semble être dû en partie au fait que l'Equipe JICA ne s'est pas rendue dans la zone sud. Les réalisations sont les suivantes :

- une retenue d'eau pour une capacité de 150 millions de m³ d'eau destinée à l'irrigation, grâce à la construction de 2 barrages ;
- 5 stations de pompage équipées chacune de 2 pompes immergées avec des débits variant de 750 l/s à 1400 l/s ;
- des aménagements totalisant une superficie de 4 180 ha ;
- l'existence d'une rizerie avec un rendement de 2 T/h, équipé de séparateur de riz entier et brisé (en plus de la rizerie Diémécounda de plus petite taille);
- la pratique systématique de la double culture, avec des rendements de 3,5 à 8 T/ha.

En ce qui concerne les contraintes, elles sont liées à :

- l'insuffisance de matériel agricole : les engins lourds pour les travaux de préparation du sol et le matériel de récolte ;
- le manque de semence de qualité. L'appui de l'équipe de la JICA dans le cadre de cette Etude est hautement apprécié et un programme de multiplication de semence est en cours. L'objectif à terme est de faire du bassin de l'Anambé, qui dispose d'un potentiel hydrologique important, une zone de production de semences certifiées pour la partie sud (Ziguinchor et Kolda) ; et
- la commercialisation dont l'obstacle majeure est la difficulté d'accès au crédit, ce qui empêche les deux rizeries de la zone d'acheter la production de paddy.

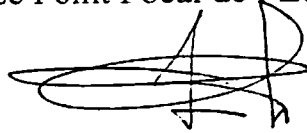
21. LES OMISSIONS ET AUTRES LACUNES

- Les études en Casamance qui ont été confiées à des bureaux d'études n'ont pas fait l'objet de partage avec les membres du CD.

- La non prise en compte du Programme Indien avec la fourniture de motopompes et de tracteurs.
- Le manque de référence technique sur le riz importé et de références bibliographiques.
- La mauvaise qualité de la traduction qui peut porter préjudice à la qualité de l'Etude.
- L'Etude n'aborde pas les impacts environnements des systèmes de cultures et des systèmes d'irrigation.
- La question foncière en tant que contrainte majeure soulevée par la LOASP et qui n'a pas encore solution, devra être posée par l' Etude, etc.

Des dispositions seront prises en compte pour corriger ces lacunes et omissions dans le rapport final.

Dakar, le 29 / 06 / 06
Le Point Focal de l'Etude



C. Thioune

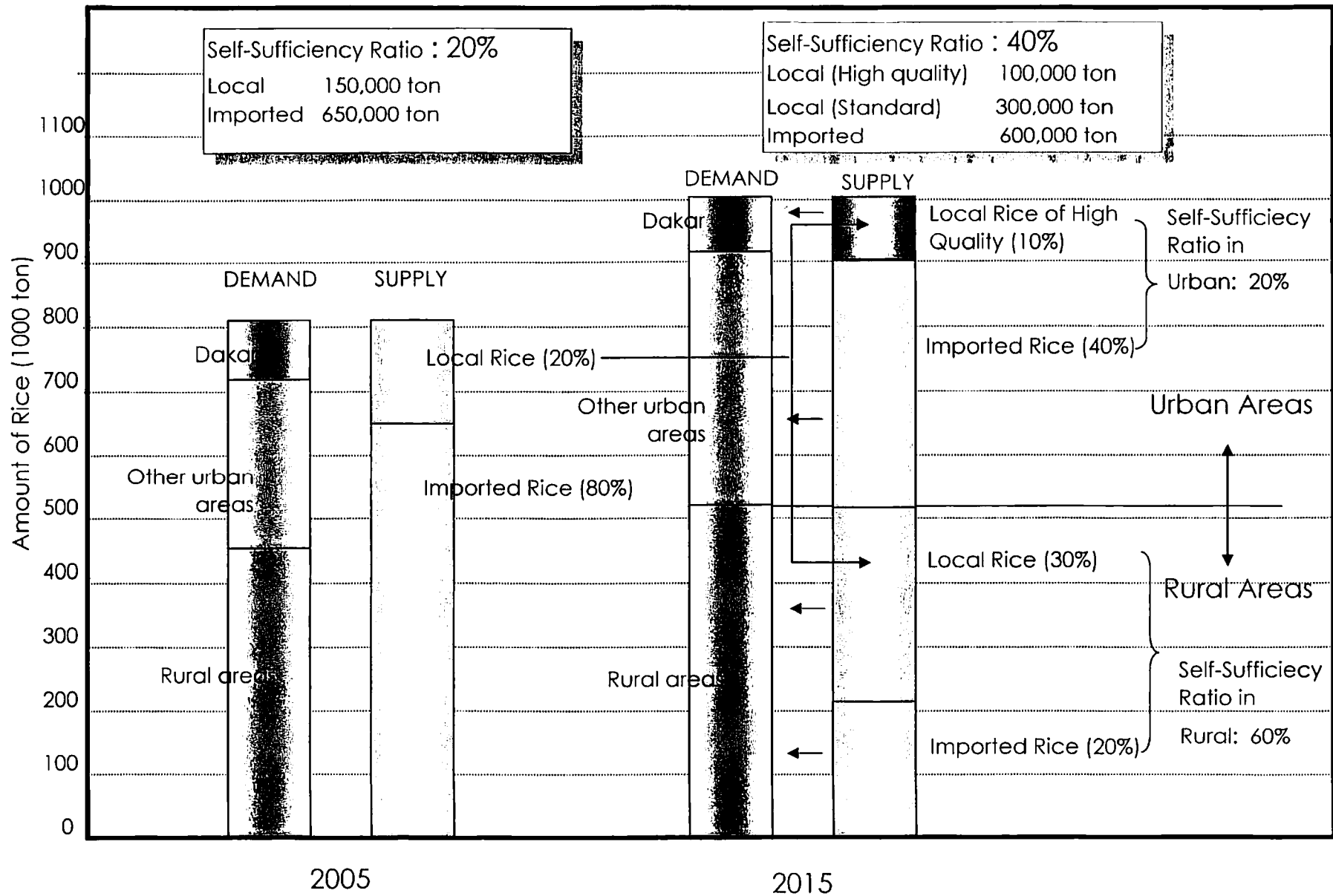


Figure 1 Analysis of Demand and Supply Balance of Rice in 2005 and 2015

Tableau Objectif de Production de Riz jusqu'en 2015 par Zone

	Moyenne de les cinq derniers ans (2000/01-04/05)	2009	2012	2015
La Vallée du Fleuve Sénégal				
Superficie totale (ha)	23 500	44 000	56 000	68 000
Taux de mise en valeur (%)	115	135	135	135
Rendement (tonne/ha)	5,75	6,11	6,38	6,65
Production (tonne)	135 100	268 800	357 300	452 200
Régions de Fatick et de Kaolack				
Superficie totale (ha)	1 000	1 080	1 140	1 200
Rendement (tonne/ha)	1,05	1,63	2,04	2,50
Production (tonne)	1 100	1 800	2 300	3 000
Région de Tambacounda				
Superficie totale (ha)	1 600	1 700	1 800	1 900
Rendement (tonne/ha)	0,9	1,54	2,02	2,50
Production (tonne)	1 400	2 600	3 600	4 800
Régions de Kolda et de Ziguinchor				
Superficie totale (ha)	56 000	58 000	60 000	62 000
Rendement (tonne/ha)	1,44	1,86	2,18	2,50
Production (tonne)	80 600	107 900	130 800	155 000
Total Sénégal				
Superficie totale (ha)	82 100	104 780	118 940	133 100
Rendement (tonne/ha)	2,66	3,63	4,16	4,60
Production (tonne)	218 200	381 100	494 000	615 000
Équivalent riz (tonne)	142 000	248 000	321 000	400 000

Source: Evaluation de l'Equipe d'Etude de la JICA

Procès-verbal de la Réunion de Présentation
du
Projet de Rapport Final
de
l'Etude
sur
la Réorganisation de la Production du Riz au Sénégal

Dakar, le 14 juillet 2006



M. Mame Ndiobo DIENE
Coordonnateur de l'Etude
Directeur de l'Analyse,
de la Prévision et des Statistiques
Ministère de l'Agriculture, de
l'Hydraulique rurale et de la Sécurité
alimentaire
SENEGAL

A handwritten signature in black ink, which appears to be 'Masayuki Koyama', is written over a horizontal line.

M. Masayuki KOYAMA
Chef d'Equipe de la Mission chargée de
l'Etude
Agence Japonaise de Coopération
Internationale
JAPON

Conformément au champ d'activités de l'Etude sur le réorganisation de la Production du Riz au Sénégal (ci-après désigné "Etude"), la mission JICA de l'Etude présentera le projet de Rapport Final au mois de Septembre 2006. En prévision de la finalisation du Rapport Final, la mission JICA de l'Etude a demandé à la DAPS de convoquer le Comité Directeur de l'Etude pour des discussions préliminaires sur le Plan Directeur et le Plan d'Action. Suite à cette demande, le Comité Directeur s'est réuni le 14 juillet 2006. La liste des participants est jointe en **Annexe 1**.

M. Harouna SOUMARE, en sa qualité de président de séance a officiellement ouvert la séance dont l'ordre du jour est la présentation du Projet de Rapport Final. Les principaux points qui ont été soulevés sont les suivants:

(1) L'état d'avancement de l'étude

Sur demande du Président de séance, M.Cheikh THIOUNE, Point Focal de l'Etude a présenté le document de synthèse des observations des membres du Comité Directeur sur le Rapport Intermédiaire qui leur a été soumis au mois de novembre 2005, voir document joint en **Annexe 2**.

Les commentaires sur le Rapport Intermédiaire, approximativement au nombre de 14 sont relatives aux aspects suivants: le titre de l'Etude, l'objectif quantitatif de production, l'amélioration de la qualité du riz, les projections sur la demande en 2015, le matériel agricole, les normes de qualité, le mécanisme de fixation du prix du riz, le crédit mutuel, l'appui à la commercialisation, la récolte et le stockage du paddy, l'exécution du Plan Directeur, le programme marketing du riz local et le programme de réhabilitation de périmètres irrigués.

M. Cheikh THIOUNE a aussi résumé le Projet de Plan Directeur, conçu pour relever le niveau de production national de riz encore trop bas, améliorer la qualité du riz et les conditions de commercialisation de ce produit. Il a ensuite brièvement fait le point sur les 11 projets retenus dans le Plan Directeur. Ces projets sont ainsi répartis: sept (7) pour la région du Fleuve Sénégal, trois (3) pour la zone de riziculture pluviale et traditionnelle (Kolda, Ziguinchor et Fatick, et un (1) pour la création et le fonctionnement d'une structure chargée de piloter le programme de développement de la riziculture.

M. M. KOYAMA, Le Chef de la Mission japonaise de l'étude a souligné les acquis de l'Etude. Abordant ensuite le contenu du Projet de Rapport Final, il a rappelé aux participants que leurs commentaires et contributions seront les bienvenus, en particulier sur les activités de la dernière phase de l'Etude (du mois de mai au mois de juillet 2006) et concernant le chapitre 5, relatif au Plan d'Action.

(2) La qualité du riz

Dr. Talla GUEYE, (ISRA de Saint Louis), axant son intervention sur la notion de qualité, a estimé que des mesures d'urgence doivent être prises pour introduire de nouvelles variétés afin de satisfaire les besoins des consommateurs. Même si le riz local présente des avantages en termes de fraîcheur et de salubrité, la sélection variétale ne doit pas seulement s'intéresser aux caractéristiques physiques mais aussi aux aspects chimiques comme la teneur en protéine et en glucose par exemple et la résistance aux maladies. Plus loin, il juge que de nouvelles variétés sont nécessaires pour les zones de culture pluviale des régions de Fatick et de la Casamance. La variété NERICA peut être une alternative aux variétés existantes.

M. Jean MOREIRA, (SAED), juge que c'est l'apparence, le goût et la taille du grain qui constituent les principaux critères de choix des consommateurs. C'est la raison pour laquelle, il faut prendre en compte ces aspects.

(3) La détermination du prix

M. Cheikh THIOUNE a souligné le fait que pour rembourser dans les délais le crédit octroyé par la CNCAS et satisfaire d'autres besoins, les producteurs s'empressent de mettre sur le marché leur production. L'offre excédant ainsi la demande, le prix du riz baisse considérablement. L'Etude estime que la qualité devrait affecter le prix du riz. A ce propos, une enquête par interview menée par l'Etude a fourni des informations fort intéressantes sur la relation entre la qualité et le prix.

(4) L'appui à l'irrigation dans le bassin de l'Anambé

Mr. Amadou NIANE, SODAGRI, a rappelé les programmes en cours relatifs au développement de l'irrigation dans le bassin de l'Anambé situé dans la région de Kolda et les activités en relation avec le Plan d'Action N° 11. Grâce à l'appui financier de la Banque Islamique de Développement, près de 5 000 ha seront aménagés. L'ISRA appuie le programme de reconstitution du capital semencier pour anticiper sur les besoins futures en semence de qualité. En ce qui concerne les opérations post-récolte, des centres de collecte du paddy et de stockage sont appelés à jouer un important rôle. Le PMIA a mis à la disposition des mutuelles de crédit, une ligne de crédit de 1 milliard. Les producteurs peuvent ainsi, grâce à la micro-finance bénéficier de crédit à hauteur de 5 million FCFA. Parallèlement à cela, la CNCAS octroie aussi aux producteurs des crédits qui plafonnent à 50 million FCFA.

(5) Le titre de l'Etude

M. Mour GUEYE, ANCAR, propose à la place de "Etude sur la Réorganisation de la Production du Riz au Sénégal" le titre ci-après : Etude sur la Réorganisation de la filière

Riz au Sénégal. M. KOYAMA lui a fait remarqué que le titre actuel a été agréé officiellement par les deux gouvernements du Japon et du Sénégal et par conséquent, il n'est pas de notre compétence de le modifier, d'une part et cela risquerait de créer des confusions inutiles, d'autre part.

(6) L'objectif de production en 2015

M. Jean MOREIRA, SAED, considère que l'objectif de 400 000 tonnes, face à une demande estimée en 2015 à 1000 000 tonnes n'est pas ambitieux, d'autant plus que, le Gouvernement du Sénégal a opté pour l'autosuffisance alimentaire avant cette date. Cependant, pour certains, compte tenu des performances de production de ces 40 dernières années et les moyens disponibles, l'objectif de 1000 000 tonnes avant ou d'ici l'horizon 2015 serait impossible.

M. M. KOYAMA, dans sa réponse, a présenté les projections de la demande et de l'offre qui justifient l'objectif proposé par l'Etude, document joint en **Annexe 3**. La demande de riz va augmenter pour atteindre en 2015, les 1 013 000 tonnes, calculée sur la base d'une consommation per-capita de 74 kg. Si l'objectif de 400 000 tonnes de riz blanc est atteint en 2015, cela correspondrait à un taux d'autosuffisance de 40%, contre 20% présentement. Ces 400 000 tonnes seront ainsi réparties: 100 000 tonnes de riz blanc de qualité supérieure (riz entier surtout) destiné aux grands centres urbains comme Dakar. Le reste, soit 300 000 tonnes sera réservé aux zones rurales. Il faut préciser que ce schéma n'exige pas des investissements supplémentaires pour l'acquisition de nouvelles rizeries, la capacité de transformation existante étant suffisante. A la suite de M. M. KOYOMA, M. T. KIMIJMA a présenté la répartition de la production par région des 400 000 tonnes, voir **Annexe-4**.

(5) Le Projet de Rapport Final

La Mission japonaise de l'Etude rentrera au Japon, le 20 Juillet 2006, date qui correspond à la fin de la quatrième phase de cette étude au Sénégal. L'Etude se poursuivra au Japon, où seront finalisés le Plan Directeur et les Plans d'Actions des projets retenus. Tous les acquis et résultats de l'Etude seront ensuite rassemblés dans le Rapport Final qui sera officiellement présenté lors du séminaire qui se tiendra entre le 3 et le 11 septembre 2006.

Tous les participants à la réunion ont été invités à assister à ce séminaire.

Fin

List of Participants

Senegalese side:

Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques (DAPS)

Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique rurale et de la Sécurité alimentaire

M. Harouna SOUMARE Président de séance

M. Cheikh THIOUNE Point Focal

Mrs. Sokhna M. DIOP

M. Amadou BALDE

M. Ibrahima FAYE

M. Abdou SAGNA

M. Goumbo THIAM

M. Malamine SADIO

M. P. M. CAMARA

Ms. Marème NLANG

M. Arona DOUMBIA

M. Cheikh. F. NDIAYE

Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)

Mr. Jean MOREIRA Chef de la Division Production et Assistance aux OP

Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI)

M. Amadou NIANE

Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR)

M. Mour GUEYE

Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA)

M. Talla GUEYE

Japanese side:

The Study Team

M. Masayuki KOYAMA Chef de Mission

M. Yoshihiko OGATA Adjoint au chef de Mission, Expert en Marketing

M. Takashi KIMIJIMA Expert en riziculture, gestion et vulgarisation

M. Teruhisa AOKI Expert en opération poste récolte

JICA Sénégal Office

Mrs. Mayumi ANDO Chargée de l'Etude